



Esprit & vision d'entreprise

**ASSOCIATION
INITIATIVE PAYS DE LORIENT**

Association Loi 1901

Siège Social

**12 avenue de la Perrière
56324 LORIENT**

SIREN : 422 420 505

SOMMAIRE

- Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels
- Rapport du Commissaire aux Comptes sur les conventions réglementées

VISTA Audit
Le Mayereau
830 rue Pierre Landais
CS 85425
56855 CAUDAN Cédex
Tél. 02 97 76 20 54
Fax 02 97 76 77 21
contact@vista-conseil.com

www.vista-conseil.com

SARL au capital de 5 000 euros. Société de commissariat aux comptes. Membre de la compagnie régionale de Rennes. RCS Lorient 788 999 779

**ASSOCIATION
INITIATIVE PAYS DE LORIENT**

Association Loi 1901

Siège Social

**12 avenue de la Perrière
56324 LORIENT**

SIREN : 422 420 505

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 Décembre 2024

(ce rapport contient 21 pages)

Aux Membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association INITIATIVE PAYS DE LORIENT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justifications des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les travaux d'audit ont porté sur l'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

En application de la loi, nous vous signalons que le rapport moral du trésorier et les documents adressés aux membres de votre association ne nous ont pas été communiqués, par conséquent nous ne pouvons pas nous prononcer sur la sincérité et la concordance des informations données avec les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

A CAUDAN, le 03 juin 2025

**Société VISTA AUDIT
Commissaire aux Comptes
Représentée par François CAZEE**



Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan actif

	31/12/2024 (12 mois)		31/12/2023 (12 mois)		Variation	
	Brut	Amort. prov.	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
Frais d'établissement						
Frais de recherche et de développement						
Donations temporaires d'usufruit						
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	435,53	- 435,53				
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles						
Immobilisations corporelles						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériels et outillages industriels						
Autres immobilisations corporelles	4 427,57	- 4 088,56	339,01	765,73	- 426,72	- 55,73
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières						
Participations et Créances rattachées						
Autres titres immobilisés	30 145,25		30 145,25	30 145,25		
Prêts	532 304,33	- 19 608,59	512 695,74	471 892,65	40 803,09	8,65
Autres immobilisations financières						
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	567 312,68	- 24 132,68	543 180,00	502 803,63	40 376,37	8,03
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours						
Stocks et en-cours						
Avances et acomptes versés sur commandes						
Avances et acomptes versés sur commandes						
Créances						
Bénéficiaires et comptes rattachés						
Créances reçues par legs ou donations						
Autres	9 033,83		9 033,83	8 376,95	656,88	7,84
Valeurs mobilières de placement						
Valeurs mobilières de placement	300 000,00		300 000,00	330 000,00	- 30 000,00	- 9,09
Instruments de trésorerie						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités						
Disponibilités	219 555,21		219 555,21	225 509,48	- 5 954,27	- 2,64
Charges constatées d'avance						
Charges constatées d'avance						
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	528 589,04		528 589,04	563 886,43	- 35 297,39	- 6,26
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecarts de conversion actif (V)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	1 095 901,72	- 24 132,68	1 071 769,04	1 066 690,06	5 078,98	0,48

Bilan passif

	31/12/2024 (12 mois)	31/12/2023 (12 mois)
	Total	Total
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	341 245,53	334 562,10
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	522 838,68	516 575,11
Écarts de réévaluation		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau		
Report à nouveau	191 648,35	182 079,69
Excédent ou déficit de l'exercice		
Excédent ou déficit de l'exercice	- 4 596,07	20 015,66
Situation nette (sous total)	1 051 136,49	1 053 232,56
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total Fonds Propres (I)	1 051 136,49	1 053 232,56
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total Fonds Reportés et Dédiés (II)		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Total Provisions (III)		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	17 817,50	5 320,00
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	2 476,00	2 108,14
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	339,05	29,36
Produits constatés d'avance		6 000,00
TOTAL DETTES (IV)	20 632,55	13 457,50
Écarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	1 071 769,04	1 066 690,06

VISTA AUDIT
 Commissariat aux Comptes
 Le Matereau - CS 85425
 56 814 CAUDAN Cedex
 Siren 788 999 779
 Tel 02 97 76 20 34 - Email : contact@vista-conseil.com

Compte de résultat

	31/12/2024 (12 mois)	31/12/2023 (12 mois)	Variation	
	Total	Total	Euros	%
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Cotisations	17 110,00	9 500,00	7 610,00	80,11
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
Dont ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	27 748,29	18 003,63	9 744,66	54,13
Dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	6 000,00	10 000,00	- 4 000,00	- 40,00
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges				
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	112,14	3,00	109,14	3 638,00
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	50 970,43	37 506,63	13 463,80	35,90
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes (1) (2)	41 754,45	16 031,58	25 722,87	160,45
Aides financières	6 000,00	10 000,00	- 4 000,00	- 40,00
Impôts, taxes et versements assimilés				
Salaires et traitements				
Charges sociales				
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	426,72	858,02	- 431,30	- 50,27
Dotations aux provisions				
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	0,32	0,06	0,26	433,33
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	48 181,49	26 889,66	21 291,83	79,18
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	2 788,94	10 616,97	- 7 828,03	- 73,73
PRODUITS FINANCIERS				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	1 002,96	947,47	55,49	5,86
Autres intérêts et produits assimilés	10 668,53	9 326,86	1 341,67	14,39
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	5 446,01	8 639,99	- 3 193,98	- 36,97
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	17 117,50	18 914,32	- 1 796,82	- 9,50
CHARGES FINANCIÈRES				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	12 650,74	1 120,77	11 529,97	1 028,75
Intérêts et charges assimilées	9 375,77	6 398,86	2 976,91	46,52
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)	22 026,51	7 519,63	14 506,88	192,92
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	- 4 909,01	11 394,69	- 16 303,70	- 143,08
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	- 2 120,07	22 011,66	- 24 131,73	- 109,63
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)				
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion				
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				

	31/12/2024 (12 mois)	31/12/2023 (12 mois)	Variation	
	Total	Total	Euros	%
<i>Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions</i>				
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)				
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)				
<i>Participation des salariés aux résultats (VII)</i>				
<i>Impôts sur les bénéfices (VIII)</i>	2 476,00	1 996,00	480,00	24,05
Total des produits (I + III + V)	68 087,93	56 420,95	11 666,98	20,68
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	72 684,00	36 405,29	36 278,71	99,65
EXCEDENT		20 015,66	- 20 015,66	- 100,00
DEFICIT	- 4 596,07		- 4 596,07	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
<i>Dons en nature</i>				
<i>Prestations en nature</i>	83 595,00	85 829,00	- 2 234,00	- 2,60
<i>Bénévolat</i>	59 472,49	59 420,00	52,49	0,09
TOTAL DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	143 067,49	145 249,00	- 2 181,51	- 1,50
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
<i>Secours en nature</i>				
<i>Mises à disposition gratuite de biens</i>	83 595,00	85 829,00	- 2 234,00	- 2,60
<i>Prestations en nature</i>				
<i>Personnel bénévole</i>	59 472,49	59 420,00	52,49	0,09
TOTAL DES CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	143 067,49	145 249,00	- 2 181,51	- 1,50

(1) Redevances de crédit-bail mobilier

(2) Redevances de crédit-bail immobilier

Annexe

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 1071769.04 euros et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de -4596.07 euros, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

CAUDAN
830, Rue Pierre Landreau
56 854 CAUDAN cedex
Siren : 788 999 779
Tél : 02 97 76 20 54 - E-mail : contact@caudan.com
CAUDAN
830, Rue Pierre Landreau
56 854 CAUDAN cedex
Siren : 788 999 779
Tél : 02 97 76 20 54 - E-mail : contact@caudan.com

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre

Notre association Initiative Pays de Lorient est l'une des 214 plateformes associatives réparties sur tout le territoire métropolitain et outremerin formant le réseau Initiative France, le premier réseau associatif d'accompagnement et de financement d'entrepreneurs. Notre réseau de service d'intérêt économique général se fixe comme mission de contribuer à la réduction de la fracture sociale et territoriale en se mettant à l'écoute et au service des entrepreneurs, des territoires et du développement de l'économie, de l'innovation, de l'emploi et de la cohésion sociale.

Au cœur de la raison d'être de notre association et de son réseau, figurent l'accompagnement et le financement de créateurs d'entreprise et d'entrepreneurs grâce à des prêts d'honneur personnels, sans intérêts et sans garantie permettant à ces derniers la mobilisation d'autres dispositifs -notamment bancaires- de soutien aux TPE et PME.

Pour réaliser sa mission, notre association s'appuie en particulier sur, d'une part, des collaborateurs professionnels compétents, et d'autre part, un réseau de bénévoles forts de leur expérience entrepreneuriale qui offrent aux porteurs de projets un accompagnement personnalisé, amont et aval au financement accordé par un comité d'agrément bienveillant regroupant des professionnels.

Notre association comme tout le réseau Initiative France est engagée dans un processus de qualité grâce à :

- Une Charte d'éthique, un référentiel « métier », un système de qualification, une certification ISO 9001 de la tête de réseau
- L'assistance de ses organisations régionales et des services de sa tête de réseau
- Le projet stratégique du réseau pour la période 2019-2022, la « promesse Initiative France »

Concrètement, sur l'exercice 2024, notre plateforme a étudié 237 dossiers, présenté au Comité d'agrément 81 projets dont 74 ont été validés correspondant à 50 prêts accordés et décaissés en 2024 + 24 accordés non décaissés au 31 décembre 2024 .

Faits caractéristiques

Une convention de mise à disposition des moyens matériels a été mise en place avec AUDELOR au titre de l'année 2024.

La valorisation des moyens mis à disposition s'élève à 9 600 € pour l'exercice 2024.

Règles et méthodes comptables

Base de préparation des comptes sociaux

Les comptes sociaux ont été établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règl. ANC 2014-03 relatif au PCG à jour des différents règlements complémentaires).

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Notre association a opté:

- Pour la comptabilisation des cotisations, l'option retenue est celle de comptabiliser en fonction de l'émission de l'appel de fonds et non sur la base des encaissements
- Concernant les fonds dédiés contribuant au financement d'immobilisations amortissables, les fonds dédiés sont considérés comme des subventions d'investissement reportées au résultat au rythme des amortissements

Immobilisations corporelles et incorporelles

Coût d'entrée des immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement, de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Le cas échéant, les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont inclus dans le coût d'acquisition des immobilisations.

Les frais d'établissement sont comptabilisés directement en charges.

Immobilisations incorporelles

Amortissement

L'amortissement des immobilisations incorporelles est calculé en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif. À ce titre, seul le mode linéaire est retenu sur les durées suivantes:

- * Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires : 5 à 20 ans

Les valeurs résiduelles des immobilisations sont considérées comme nulles car non significatives ou non mesurables.

Dépréciation

Une immobilisation est dépréciée lorsque sa valeur nette comptable est supérieure à sa valeur actuelle estimée (la plus élevée de la valeur vénale et de la valeur d'usage).

Immobilisations corporelles

Amortissement

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif. À ce titre, seul le mode linéaire est retenu sur les durées suivantes :

* Autres immobilisations corporelles : 3 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les valeurs résiduelles des immobilisations sont considérées comme nulles car non significatives ou non mesurables.

Immobilisations financières

Participations et titres immobilisés

Les titres de participation des sociétés figurent au bilan pour leur coût d'acquisition net, le cas échéant, des provisions pour dépréciation.

Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, relatifs à l'acquisition des titres, sont inclus dans le coût d'acquisition des titres acquis.

Une provision pour dépréciation est constituée dès lors que la valeur d'inventaire, qui correspond à la valeur d'utilité, est inférieure à la valeur d'acquisition. La valeur d'inventaire est déterminée en tenant compte de la quote-part des capitaux propres, des perspectives de flux de trésorerie et de rentabilité ou des valeurs boursières pouvant servir de référence.

Créances

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les risques liés à des litiges connus au moment de l'établissement des comptes dont la survenance a été estimée probable et dont les risques sont quantifiables font l'objet de provisions.

Dettes

Les dettes sont évaluées à la valeur nominale.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Les provisions réglementées sont dotées et reprises selon les règles fiscales en vigueur (amortissements dérogatoires, provision pour investissement...).

Disponibilités

Comptes bancaires et caisses

Les disponibilités comprennent les espèces ou valeurs assimilables en banque et en caisse ainsi que les bons qui sont, dès leur souscription, remboursables à tout moment.

Les disponibilités sont évaluées à leur valeur nominale.

VISTA AUDIT
Commissaire aux Comptes
Le Mayeur - CS 50125
56 900 - Rue Pierre Landais
56 900 CAUDAN Cedex
56 900 - E-mail : contact@vista-audit.com
Siren : 788 979 179
Tél : 02.97.76.20.54

Notion de résultat courant et de résultat exceptionnel

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas d'ordre normal de l'entreprise.

Le résultat courant, calculé sur la base des chiffres apparaissant au compte de résultat est plus représentatif du résultat des opérations courantes de la société.

Notes relatives aux postes de bilan

Tableau des immobilisations

	Montant début d'exercice	Réévaluations	Acquisitions et assimilés	Virement poste à poste	Cessions et assimilés	Montant fin d'exercice	Valeur d'origine des immos réévaluées
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Frais d'établissement							
Frais de recherche et de développement							
Donations temporaires d'usufruit							
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	435,53					435,53	
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
Immobilisations incorporelles en cours							
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles							
Sous-total	435,53					435,53	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Installations générales, agencements, aménagements des constructions							
Installations techniques matériels et outillages industriels							
Autres imm. Corp. Installations générales agencements divers							
Autres imm. Corp. Matériel de transport							
Autres imm. Corp. Matériel de bureau et Matériel informatique	4 427,57					4 427,57	
Autres imm. Corp. Mobilier							
Autres imm. Corp. Divers							
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles							
Sous-total	4 427,57					4 427,57	
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés							
Sous-total							
IMMOBILISATIONS FINANCIERES							
Participations évaluées par mise en équivalence							
Autres participations							
Autres titres immobilisés	30 145,25					30 145,25	
Prêts	484 280,01		232 585,88		183 545,10	532 304,33	
Autres immobilisations financières							
Sous-total	514 425,26		232 585,88		183 545,10	562 449,58	
Total	519 288,36		232 585,88		183 545,10	567 312,68	

Notes relatives aux postes du bilan

Tableau de flux des immobilisations

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Bien reçus par legs ou donations destinés à être cédé	Immobilisations financières	Total
VENTILATION DES AUGMENTATIONS					
Réévaluations					
Acquisitions				232 585,88	232 585,88
Apports					
Créations					
Virements de l'actif circulant					
Virements de poste à poste					
Sous-total				232 585,88	232 585,88
VENTILATION DES DIMINUTIONS					
Virements de poste à poste					
Cessions				183 545,10	183 545,10
Mises hors service					
Scissions					
Virements vers l'actif circulant					
Sous-total				183 545,10	183 545,10

Les immobilisations financières sont constituées de prêts d'honneur accordés par l'association à des tiers bénéficiaires.

Les prêts d'honneur accordés aux porteurs de projets de création ou reprise d'entreprises constituent un prêt à la personne sans intérêt et garantie personnelle.

Les prêts d'honneur sont portés en immobilisations financières à partir du déblocage de ces prêts.

Les prêts accordés par les comités d'agrément non versés à la date de clôture d'exercice sont mentionnés en engagement donnés.

Les prêts d'honneur font l'objet d'une garantie BPI à hauteur de:

- 50% en cas de reprise
- 70% en cas de création ex-nihilo

Les provisions sur prêts

Une provision est constatée dès lors qu'une perte sur un contrat devient probable.

Les risques identifiés sur les prêts d'honneur sont évalués de manière individuelle.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsqu'il existe un risque de non recouvrement des prêts d'honneur, sur la base des soldes de prêts nets de couverture par garantie selon la méthode suivante:

- Cessation d'activité ou liquidation judiciaire en cours: 100% du solde
- Redressement judiciaire en cours: 100% du solde
- Au-delà de 6 échéances non honorées: 75% du solde
- Au-delà de 3 échéances non honorées: 50% du solde

Un comité de gestion des risques a été constitué en 2024 pour arbitrer les provisions créées et douteuses.

VISTA AUDIT
Commissariat aux Comptes
Le Mayreud - CS 85425
830 Rue Perre Landais
56 834 CAUDAN Cedex
Tél : 02 97 12 20 54 - Email : contact@vista-conseil.com
Siren : 788 999 719

Les pertes sur prêts

Les pertes définitives sur prêt d'honneur sont constatées dès lors que l'ensemble des recours possibles a été exercé, afin de constater l'irrecouvrabilité du prêt.

VISTA AUDIT
Commissaires aux Comptes
Le Maître au 5 85425
110 Rue Pierre Le Gars
55 000 CAUDAN Cedex
E-mail : contact@vista-audit.com
Tél : 03 83 99 779

Amortissements des immobilisations

	Montant début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	435,53			435,53
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Sous-total	435,53			435,53
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, aménagements des constructions				
Installations techniques matériels et outillages industriels				
Autres imm. Corp. Installations générales agencements divers				
Autres imm. Corp. Matériel de transport				
Autres imm. Corp. Matériel de bureau et Matériel informatique	3 661,84	426,72		4 088,56
Autres imm. Corp. Mobilier				
Autres imm. Corp. Divers				
Sous-total	3 661,84	426,72		4 088,56
Total	4 097,37	426,72		4 524,09

Actif circulant

Le total des créances à la clôture de l'exercice et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

Produits à recevoir

	Montant	Exercice N-1	Variation Euros	Variation %
Bénéficiaires				
Produits à recevoir - Divers	6 066,33	9 126,95	- 3 060,62	- 33,53
Total	6 066,33	9 126,95	- 3 060,62	- 33,53

Créances

	Montant Brut	A moins d'un an	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE	532 304,33	169 033,57	363 270,76
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)	532 304,33	169 033,57	363 270,76
Autres immobilisations financières			
ACTIF CIRCULANT	9 033,83	9 033,83	
Créances bénéficiaires et comptes rattachés			
Clients douteux ou litigieux			
Créances reçues par legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
État et autres collectivités publiques			
Impôts sur les bénéfices			
TVA			
Autres impôts et taxes versements			
Divers			
Confédérations, fédérations, unions et entités affiliés débiteurs			
Débiteurs divers	9 033,83	9 033,83	
Charges constatées d'avance			
Total	541 338,16	178 067,40	363 270,76

(1) Prêts accordés en cours d'exercice :-

(2) Remboursements obtenus en cours d'exercice :-

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	334 562,10		6 683,43		341 245,53
Fonds propres avec droit de reprise	516 575,11		6 263,57		522 838,68
Ecarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	182 079,69		9 569,00	20 016,00	191 648,35
Excédent ou déficit de l'exercice	20 015,66	- 20 015,66		4 596,07	- 4 596,07
Situation nette (sous total)	1 053 232,56	- 20 015,66	22 516,00	24 612,07	1 051 136,49
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Total	1 053 232,56	- 20 015,66	22 516,00	24 612,07	1 051 136,49

Les ressources de fonds de prêts octroyés dans le cadre des prêts d'honneur sont enregistrées dans des comptes d'apports avec droit de reprise selon les obligations conventionnelles.

Le résultat sur fonds de prêt de l'exercice fait l'objet d'une décision de l'Assemblée Générale annuelle pour être imputé sur un compte d'apports pour un montant équivalent, par principe d'imputation des dépréciations des actifs immobilisés sur les apports qui les ont financés, dans des comptes spécifiques, apparaissant en négatif dans le bilan passif.

Dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

État des dettes

	Montant Brut	Échéance à 1 an	Échéance à plus d'1 an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
DETTES FINANCIERES				
Emprunts obligataires convertibles (1) (2)				
Autres emprunts obligataires (1) (2)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) (2)				
- Dont à 1 an au maximum à l'origine				
- Dont à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (1) (2) (3)				
AUTRES DETTES	20 632,55	20 632,55		
Fournisseurs et comptes rattachés	17 817,50	17 817,50		
Dettes sur legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
État et autres collectivités publiques	2 476,00	2 476,00		
Impôt sur les sociétés	2 476,00	2 476,00		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédérations, fédérations, unions et entités affiliés créditeurs (3)				
Autres dettes	339,05	339,05		
Produits constatés d'avance				
Total	20 632,55	20 632,55		

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice :-

(2) Emprunts remboursés en cours d'exercice :-

(3) Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personne physique :-

Charges à payer

	Montant	Exercice N-1	Variation Euros	Variation %
Fournisseurs - Factures non parvenues	8 247,00	5 320,00	12 497,50	234,92
Charges à payer - Divers	12,82	12,82	- 12,82	- 100,00
Total	17 817,50	5 332,82	12 484,68	234,11

Notes relatives au compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraires de certification des comptes : 2 472 €

Honoraires des autres services : 0 €

Contributions volontaires en nature

	Exercice N	Exercice N-1
RESSOURCES	143 067,49	145 249,00
<i>Dons en nature</i>		
<i>Prestations en nature</i>	83 595,00	85 829,00
<i>Bénévolat</i>	59 472,49	59 420,00
Total	143 067,49	145 249,00
EMPLOIS	- 143 067,49	- 145 249,00
<i>Secours en nature</i>		
<i>Mise à disposition gratuite de biens et services</i>	- 83 595,00	- 85 829,00
<i>Prestations</i>		
<i>Personnel bénévole</i>	- 59 472,49	- 59 420,00
Total	- 143 067,49	- 145 249,00

Les informations concernant les mises à disposition de biens ou de personnel sont évaluées et transmises par les donateurs à partir des coûts enregistrés dans leur propre comptabilité.

Le bénévolat est quantifié grâce :

- aux relevés d'heures fournis par les différents bénévoles comme les parrains
- aux feuilles de présences remplies lors des différentes réunions comme les réunions des comités d'agrément, des diverses commissions techniques ou comités ad hoc

La valorisation du bénévolat au titre des activités de l'exercice fait l'objet d'une estimation de 499 heures consacrées par les bénévoles à des comités d'agrément et 306 heures au titre du parrainage, 39 heures d'autres réunions, 66 heures au titre de réunion d'instances, 56 heures au titre des réunions de bureau.

La valorisation de ce bénévolat à un taux horaire moyen de 60 €/heure correspond à un montant de 29 940 €.

La valorisation de la mise à disposition de moyens est estimée à 83 595 € en fonction des indications fournies par Audélor, structure d'adossement de l'association.

Autres informations

Engagements financiers

Les prêts d'honneur accordés par les comités d'agrément et non actés à la clôture de l'exercice s'élèvent à un montant de 107 808 €. (24 prêts)

VISTA AUDIT
Commissariat aux Comptes
Le Cabinet
633 Rue Pierre Landais
56 800 CAUDAN Cedex
Siret : 789 999 779
Tél : 02 97 76 20 44
Email : contact@vista-conseil.com



Esprit & vision d'entreprise

**ASSOCIATION
INITIATIVE PAYS DE LORIENT**

Association Loi 1901

Siège Social

**12 avenue de la Perrière
56 324 LORIENT**

SIREN : 422 420 505

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Exercice clos le 31 décembre 2024

(ce rapport contient 2 pages)

VISTA Audit
Le Mayereau
830 rue Pierre Landais
CS 85425
56855 CAUDAN Cédex
Tél. 02 97 76 20 54
Fax 02 97 76 77 21
contact@vista-conseil.com

www.vista-conseil.com

Aux Membres,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

• **CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT**

En application de l'article R.612-7 du code de commerce, nous avons été avisés de la convention mentionnée à l'article L.612-5 du code du commerce qui a été passée au cours de l'exercice écoulé.

1- **Convention de partenariat entre votre Association et AUDELOR**

Une convention de mise à disposition des moyens matériels a été mise en place avec AUDELOR au titre de l'année 2024.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024, la charge comptabilisée concernant la valorisation des moyens mis à disposition s'élève à 9.600 euros TTC.

• **CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE**

Nous avons été informés que l'exécution de la convention suivante, déjà approuvée par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

2- **Prestation de comptabilité entre votre Association et le Trésorier Adjoint**

Une prestation de comptabilité est réalisée par le cabinet STREGO, représenté par l'Expert-Comptable Laurent LE GAC, également trésorier de votre association.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024, la charge comptabilisée pour la mission d'expertise comptable s'élève à 3.890 euros TTC.

Personne concernée :

- Laurent LE GAC, Trésorier Adjoint de l'Association Initiative Pays de Lorient et Expert-Comptable de l'Association Initiative Pays de Lorient

A CAUDAN, le 03 juin 2025

Société VISTA AUDIT
Commissaire aux Comptes
Représentée par François CAZEE